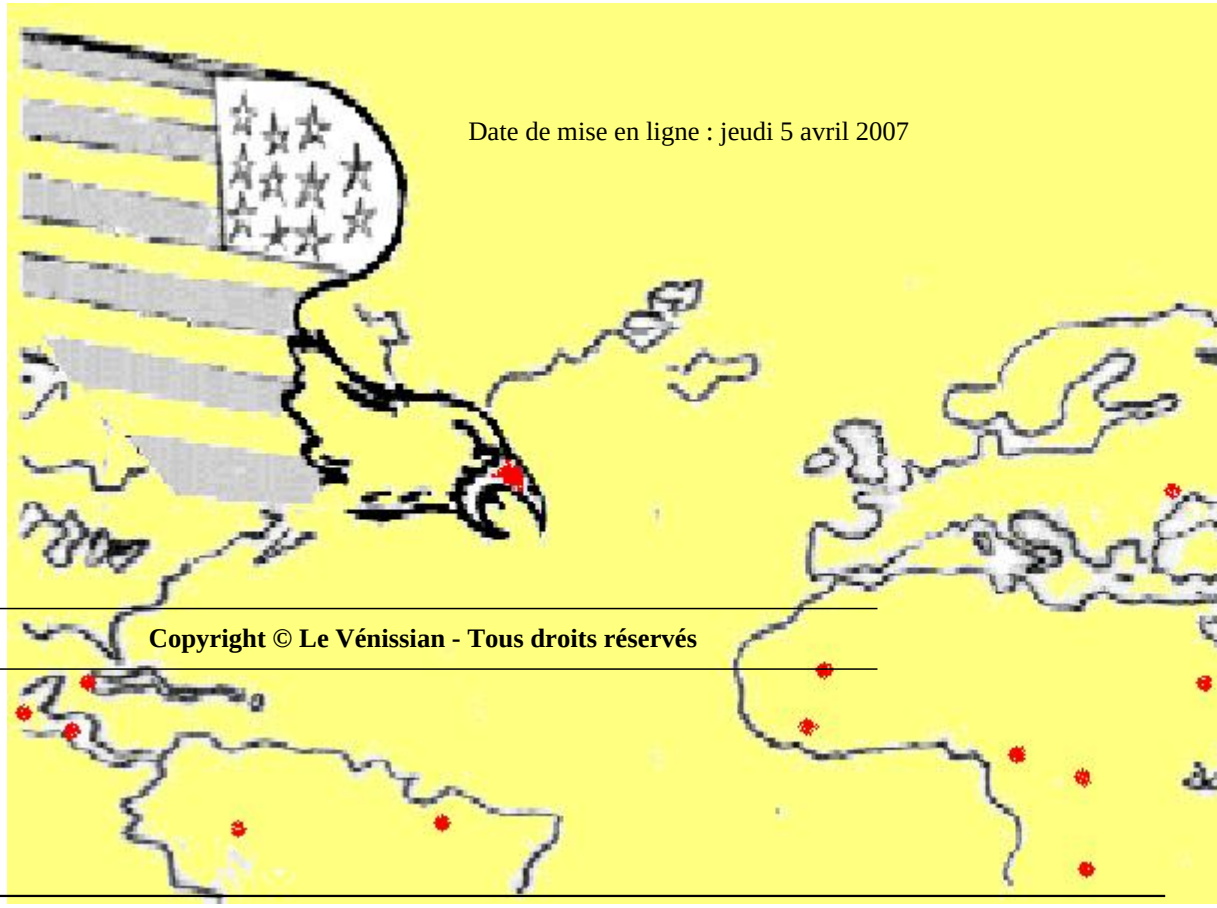
Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/2007-Un-programme-candidat-d

2007 : Un « programme-candidat » d'action !

- Vie politique - 2007 avant et après ! -



Date de mise en ligne : jeudi 5 avril 2007

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LE PROGRAMME-CANDIDAT !

jacques.coignard@free.fr

Agissons pour sortir la France de l'Union européenne de Maastricht, reconstituer les acquis sociaux, le pouvoir d'achat et le secteur public, ré-industrialiser le pays et assurer le droit au travail POUR TOUS, construire de nouveaux traités internationaux progressistes.



Le PRCF soumet au débat un « programme candidat » de rupture anticapitaliste et anti-Maastricht Faute d'avoir les moyens, pour présenter un candidat franchement communiste, porteur à la fois du drapeau rouge et du drapeau tricolore, le PRCF appelle les Françaises et les Français qui ont voté NON le 29 mai 2005 à privilégier l'ACTION sur des objectifs de rupture progressiste ! Le PRCF appelle tous ceux et toutes celles qui ont voté NON à « mettre les pieds dans le plat » ! Car aucun candidat ne peut prétendre représenter le NON du 29 mai 2005, si son programme n'inclut pas la sortie de la France de cette Europe ultra-libérale. Comme l'a écrit Thomas Férenczic dans un article paru dans le Monde du 31 mai 2005 : « Les Français qui ont voté NON au projet de constitution ont refusé, au-delà du texte qui leur était soumis, l'Europe qui se construit sous leurs yeux ...Ils ne veulent pas d'une Europe qui implique des transferts de souveraineté...le rejet du traité constitutionnel révèle d'abord qu'une majorité de Français n'a plus envie de l'Europe »... En conséquence, exigeons la sortie de cette Europe et de la monnaie unique qui appauvrissent un peu plus chaque jour le peuple de notre pays et sans laquelle toute promesse ne sera qu'une argumentation fallacieuse, car rien ne pourra être obtenu dans le cadre d'une Europe où la « concurrence est libre et non faussée !

Copyright © Le Vénissian

» N'abandonnons pas la politique aux politiciens, faisons nôtre, la politique de celles et de ceux qui triment dur et qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts ! Troublons le jeu des politiciens et politiciennes de la droite, de la fausse gauche ! et de l'extrême droite Les adhérents du PRCF ne sont pas des politiciens mais des militants bénévoles qui font vivre au présent le grand idéal révolutionnaire du communisme. Ils vous proposent de réfléchir aux conditions qui permettraient d'affronter enfin le grand capital pour ouvrir la voie d'un vrai changement progressiste.

2007 : DEJOUER LE PIEGE TENDU A NOTRE PEUPLE ! A droite, le fascisant aristocrate Sarkozy de Nagy-Bocsa rampe devant Bush, traque les immigrés, renforce l'Etat policier. Sa « rupture tranquille » vise à instaurer la dictature patronale dans les entreprises (il veut mutiler le droit de grève). Quant à Villepin, il sabre l'Education nationale, laisse le MEDEF délocaliser l'industrie nationale (EADS, Peugeot, Métallurgie...), démantèle les retraites et la Sécu... Cette droite ultra-réactionnaire veut fliquer au maximum la classe ouvrière et la jeunesse, pour imposer coûte que coûte la constitution européenne . Au PS « oui-ouiste », la bien nommée Royal, favorite des médias patronaux multiplie les attaques contre les acquis syndicaux, l'école publique et les principes républicains. Admiratrice de Clinton, elle aussi est en adoration devant la « constitution européenne ». La « gauche antilibérale » refuse de présenter une vraie alternative anticapitaliste, parce qu'elle refuse d'affronter le grand capital, son Europe et ses relais du PS. La « gauche euroconstructive », y compris la direction mutante du PCF a refusé le 29 mai 2005 d'appeler à la démission de Chirac, à la dissolution d'un parlement, désavoué par le peuple, à la rupture de la France avec le traité de Maastricht. La LCR, LO et le PC mutant sèment l'illusion d'une « Europe sociale », cautionnant ainsi la construction d'un Etat européen supra-national et ultra-patronal ! Cette Union Européenne issue du traité de Maastricht, dont le peuple a rejeté démocratiquement sa constitution est le pivot de l'offensive anti-sociale et anti-démocratique. Bien que les chefs de file du petit monde « antilibéral » soient d'accord entre eux pour accepter dans son principe l'Europe capitaliste, ils ne s'en disputent pas moins âprement, sur les candidatures. Plutôt que de mettre l'accent sur la personne ou sur l'étiquette politique du candidat, le PRCF propose au peuple de France un vrai programme politique anti-capitaliste et anti-libéral.

SEULE LA SORTIE DE CETTE EUROPE CAPITALISTE PERMETTRA D'OBTENIR les conditions d'un vrai changement progressiste pour :

1°) la reconquête de la souveraineté nationale : primat des lois et des dispositions sociales imposées par la lutte des travailleurs dans le cadre national sur toutes directives de Bruxelles. Retrait de la France des traités supranationaux européens ainsi que des traités néo-libéraux pris dans le cadre de la mondialisation capitaliste. Reconquête de la souveraineté monétaire et budgétaire. Construction de l'Europe des luttes face à l'UE. Construire de nouveaux traités respectueux des peuples et des acquis sociaux, à l'image du traité de l'ALBA qui lie la Bolivie, le Venezuela et Cuba Socialiste.

2°) reconstituer, démocratiser, élargir le secteur public et nationalisé : (services, crédit et secteur industriels stratégiques) pour ré-industrialiser le pays sur la base d'un plan démocratique, du contrôle des changes et des capitaux et du commerce extérieur. Il faut rendre sa place au monde du travail et interdire les délocalisations, développer la recherche scientifique, aider la petite et moyenne agriculture, soutenir l'artisanat et le commerce de proximité.

3°) la démocratisation radicale des institutions : remplacer le régime présidentiel antidémocratique de la 5ème République par une nouvelle République sociale, souveraine, fraternelle et populaire, permettant la participation des citoyens aux affaires du pays à tous les niveaux (proportionnelle intégrale, révocation des élus etc.) Annulation des mesures anti-antisyndicales, anti-immigrés, et anti-jeunes, combat sans merci contre l'extrême droite, le racisme et l'intégrisme religieux. Constitution d'une armée nationale populaire et démocratique se substituant à l'armée européenne de métier. Renforcement des droits des travailleurs, des étudiants et des citoyens. Droits de veto pour les CE avec regard sur les comptes de l'entreprise. Droits nouveaux pour les conseils de prud'hommes. Développement de formes nouvelles de la démocratie directe issue des luttes.

Copyright © Le Vénissian

4°) rouvrir la voie du progrès social : forte augmentation immédiate du SMIC, (1500 Euros nets), des petits et moyens salaires, des pensions et des minima sociaux, taxation du grand capital et des spéculateurs, réduction voire suppression de l'impôt indirect pesant sur tous (CSG) et forte fiscalité directe sur les très riches. Titularisation des salariés « précaires », priorité au logement social (réquisition des immeubles vides !). Priorité à une Education nationale laïque démocratisée et de qualité avec retrait des fonds publics à l'école privée. Accès gratuit à l'Université, abrogation des contre-réformes UMPS (Sécu, retraites, décentralisation, LMD, lois Fillon, travail de nuit des ouvrières, travail des enfants, etc.) ; politique de plein emploi, commençant par l'interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable création massive de postes statutaires dans les services publics, réduction du temps de travail assortie d'embauches. Annulation des contre- réformes de l'UMP et du PS contre les remboursements maladie, l'hôpital public, l'indemnisation du chômage, les statuts et conventions collectives, le droit du travail.

5°) impulser une politique de paix indépendante de l'OTAN et de l'impérialisme US : coopération avec toutes les forces et les pays attachés à la paix, à l'indépendance nationale, au progrès social, retrait des troupes françaises d'Afrique, du Moyen-Orient, des Balkans... autodétermination des territoires et départements d'outre-mer.

6°) Changer en profondeur la vie politique : la grande bourgeoisie a pu jusqu'ici pérenniser son pouvoir au moyen de l'alternance politique entre la droite et la fausse « gauche », tout en gardant en réserve l'extrême droite fasciste. Pour mettre fin à ce système mystificateur et dangereux, il faut que le peuple travailleur retrouve la parole avec l'aide de nouvelles forces politiques franchement communistes et progressistes qui représentent vraiment ses intérêts. Oui ! Il faut en finir à tout prix, en finir avec le pouvoir UMP, mais cela justifie-t-il de soutenir des candidats favorables à une Europe supra nationale approuvant la politique impérialiste de Bush ? Tout candidat se réclamant du NON progressiste du 29 mai 2005 devra dire clairement qu'il ne soutiendra pas un gouvernement qui maintiendra la France dans l'UE de Maastricht ! Aujourd'hui, comme demain, l'alternative passe par la résistance et par l'opposition populaire !

7°) faire renaître la perspective du socialisme : le soutien populaire à ces mesures, extraites du programme national du PRCF, permettra d'affronter les forces du capital et de relancer la lutte pour le socialisme, c'est à dire pour le pouvoir politique des travailleurs et la socialisation des grands moyens de production. Ainsi avancera-t-on vers une société débarrassée de l'exploitation capitaliste où chacun pourra se développer librement et en solidarité avec les autres.

Copyright © Le Vénissian